

Note critique

Michèle Dagenais

Volume 51, Number 4, Spring 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/005376ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/005376ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Dagenais, M. (1998). Note critique. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 51(4), 559–565. <https://doi.org/10.7202/005376ar>

NOTE CRITIQUE

MICHÈLE DAGENAI

Département d'histoire

Université de Montréal

Un des principaux objectifs de tout bon manuel d'histoire, *a fortiori* d'histoire «nationale», n'est-il pas d'éclairer le présent, de contribuer à sa compréhension? Tel est, de fait, l'objectif que se sont fixé les auteurs de deux des plus récentes synthèses d'histoire du Canada: *Histoire du Canada. Espace et différences* et *Un passé composé. Le Canada de 1850 à nos jours*.

Les auteurs d'*Espace et différences*, Jean-François Cardin et Claude Couture — en collaboration avec Gratien Allaire —, ont choisi de faire de l'histoire politique le fil conducteur de leur ouvrage: non pas une histoire politique empruntant la «nation-building approach», mais une histoire politique plutôt comprise comme le lieu d'actualisation des tensions et des contradictions sociales. Le sous-titre de l'ouvrage n'est pas sans rappeler celui d'une synthèse antérieure: *Canada, unité et diversité*¹. Toutefois, et c'est là le signe d'un changement d'époque, les auteurs de l'ouvrage examiné ici ne présument pas de l'existence — potentielle ou réelle — de l'unité du Canada. *Espace et différences* est d'ailleurs organisé suivant une double lecture de l'histoire canadienne, présentée en deux parties distinctes: tout d'abord celle de l'espace commun, du Canada dans son ensemble; puis celle des régions et partant, des différences. Certains pourront voir dans cette organisation la principale qualité de l'ouvrage, d'autres, son défaut majeur.

Dans *Un passé composé*, Jacques Paul Couturier, en collaboration avec Wendy Johnston et Réjean Ouellette, présente aussi une histoire du Canada basée sur les éléments communs qui la fondent, tout en étant attentif aux expériences particulières des Canadiens. C'est évidemment là le sens premier du titre de cet ouvrage. Mais ici, ces deux trames sont développées simultanément dans le livre, suivant un plan chronologique

1. Paul G. Cornell, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel, *Canada, unité et diversité* (Toronto, Holt, Rinehart et Winston, 1986).

et thématique. Et tout comme dans le cas d'*Espaces et différences*, le principe organisateur d'*Un passé composé* comporte des qualités mais aussi des défauts. Nous y reviendrons.

Chaque manuel affirme d'emblée être soucieux de répondre aux tendances actuelles. Dans le premier cas, le choix d'une synthèse organisée en fonction de l'histoire politique répond, écrivent les auteurs, aux besoins et aux intérêts exprimés par les étudiants. Dans l'autre, Couturier et ses collaborateurs ont choisi d'intégrer les apports de l'histoire sociale: le champ qui, en somme, a le plus transformé la façon d'écrire l'histoire depuis 25 ou 30 ans. D'entrée de jeu, chaque manuel annonce aussi qu'il traite des grands thèmes de l'histoire du pays (industrialisation, Confédération, conflits mondiaux, luttes constitutionnelles, etc.). Mais, tandis qu'*Espace et différences* choisit d'accorder une attention particulière à la culture et aux arts (dans la deuxième partie de l'ouvrage consacrée aux régions), *Un passé composé* décide, au contraire, de ne pas aborder ces aspects, préférant maintenir le cap sur les expériences diverses, tel que mentionné précédemment.

Histoire du Canada. Espace et différences couvre une très longue période chronologique: de l'époque des premiers peuplements à aujourd'hui. Il s'agit d'un vaste programme pour un livre totalisant à peine 400 pages, d'autant plus que le manuel est divisé en deux parties distinctes: la première porte sur l'espace commun «de l'arrivée des Européens...» à la «crise structurelle du capitalisme mondial et la crise canadienne»; la seconde, sur les régions, commence dans les années 1860 et se termine également au milieu des années 1990. Bien entendu, chaque période historique n'occupe pas le même espace dans le livre. Ainsi, le premier chapitre ne fait qu'esquisser à très larges traits l'histoire des premiers peuplements et se termine à la fin du XVIII^e siècle. Quant à elle, l'histoire des 200 années suivantes fait l'objet des sept autres chapitres de la première partie. Et comme les auteurs ont choisi le prisme de la politique, c'est en fonction des développements survenus dans ce domaine qu'ils organisent la trame événementielle du récit, celle du temps court. L'avènement du gouvernement responsable, puis celui de la Confédération constituent les principes organisateurs de l'exposé jusqu'à la naissance du Canada. Par la suite, le récit se déroule suivant le rythme des élections successives des premiers ministres du Canada. S'y surimpose un découpage chronologique qui épouse les transformations principalement survenues sur le plan économique: révolution industrielle, passage du capitalisme commercial au capitalisme industriel et urbanisation jusqu'en 1914, conflits mondiaux et crises économiques durant le reste du XX^e siècle.

Une fois tracé ce portrait général de l'histoire du Canada, les auteurs abordent celle des grandes régions canadiennes, définies comme étant: le Québec, l'Ontario, les Maritimes et l'Ouest. Ici, le récit est ajusté au temps long: d'une part, la période des années 1860 à la fin de la Première Guerre mondiale (précédée dans chaque chapitre d'une courte introduction remontant aux origines du peuplement), d'autre part, celle des années 1920 au milieu des années 1990. Tout comme dans la première partie du livre, les auteurs s'attachent à présenter les faits saillants de la vie politique et économique tels qu'ils se sont déroulés dans chacune des régions. Les huit chapitres de cette seconde partie comportent, en outre, de courtes présentations de la vie culturelle et artistique propre à chacune.

L'ouvrage de Cardin, Couture et Allaire représente donc deux ouvrages en un. Ce choix n'est pas banal et offre la possibilité de saisir le Canada tout autant dans son ensemble que dans sa diversité. Il s'agit là d'une décision logique puisque l'histoire même du pays comme entité politique unifiée ne se concrétise que tardivement — au cours de la seconde moitié de son existence — et que, de surcroît, cette unité nationale est aujourd'hui chancelante. En cela donc, l'idée de diviser le manuel en deux parties distinctes demeure intéressante. Mais pour parvenir à présenter ces deux facettes de l'histoire canadienne de manière vraiment satisfaisante, il aurait fallu disposer de beaucoup plus d'espace que les 400 pages du présent ouvrage.

De même, l'idée de montrer que l'histoire du Canada ne commence pas au moment du peuplement européen mais bien avec l'occupation du continent par les Premières Nations, comme le rappelait encore dernièrement Gérard Bouchard², est fort louable. Mais hélas, à peine quelques pages du livre y étant consacrées, l'évocation s'avère par trop superficielle. Les pages suivantes sur la Nouvelle-France puis le régime britannique, et celles situées dans la seconde partie de l'ouvrage sur ces mêmes périodes, sont elles aussi beaucoup trop rapides.

En ce qui concerne la période contemporaine de l'histoire du Canada, on pourrait formuler le même reproche. Or, au-delà du nombre de pages consacrées à telle ou telle question, c'est le fait que la matière soit divisée entre les deux parties du livre qui pose problème. Prenons le cas de la Confédération. Les pages qui en traitent dans la première partie du livre sont bien réussies et permettent de saisir les tenants et les aboutissants de cet événement. Elles parviennent aussi à démontrer comment la Confé-

2. Voir son article «Pour décloisonner notre réflexion collective», paru dans *Le Devoir*, 24 novembre 1997, A6.

dération suppose l'exclusion des femmes et des Autochtones comme sujets politiques. Mais une question importante demeure en suspens: comment les habitants des différentes colonies ont-ils réagi à cette proposition de réorganisation politique fondamentale? Un peu plus d'une demie page (p. 58-59) dans la première partie du livre y est consacrée. On apprend ainsi que les Soixante-Douze Résolutions ont provoqué beaucoup d'opposition dans certaines colonies; des oppositions que les partisans du projet sont parvenus à surmonter dans le cas du Québec, du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Mais pratiquement rien n'explique quelles sont les causes de cette opposition. On les découvre seulement près de 90 pages plus loin, dans le cas des Maritimes par exemple, c'est-à-dire dans la deuxième partie du livre consacrée aux régions. Bref, le problème réside ici dans la division de la matière — une division qui s'avère parfois artificielle — entre ce qui relève du Canada dans son entier et ce qui relève d'une ou de plusieurs régions.

On pourrait formuler les mêmes reproches en ce qui concerne le traitement de plusieurs autres questions: celle de la construction du pays d'un océan à l'autre, abordée par bribes qui parviennent mal à rendre compte de ce qu'a représenté ce processus; celle des luttes scolaires de la fin du XIX^e siècle si fondamentales dans la définition, alors en cours, de l'identité canadienne; celle des disparités régionales, un problème qui se pose déjà durant la période de grande prospérité économique des années 1890 à 1910 et resurgit au lendemain de la Première Guerre mondiale. Plus près de nous, il faut aussi mentionner l'absence quasi complète de la question du multiculturalisme, seulement évoquée de manière furtive dans trois ou quatre pages du livre, alors qu'il s'agit d'un phénomène majeur de l'histoire canadienne récente.

L'organisation plus classique d'*Un passé composé. Le Canada depuis 1850*, puisque divisé par périodes chronologiques et par thèmes, permet d'éviter certains des écueils relevés plus haut. En outre, la période retenue étant nettement plus brève, de 1850 à 1984, les auteurs ont eu la possibilité d'approfondir davantage les sujets abordés. Les quatre grandes parties du livre présentent les principaux développements de l'histoire canadienne dans les domaines économique, social et politique mais toutes ne sont pas structurées de la même manière. Ainsi, la première partie, la plus descriptive, trace un portrait de chacune des colonies à la veille de la Confédération: de leurs traits spécifiques comme de leurs caractéristiques communes. De loin la plus réussie, la deuxième section du manuel raconte l'histoire des 50 premières années du Canada en organisant le récit autour des problèmes auxquels le pays est confronté. Ainsi, l'exposé

évolue en intégrant les éléments d'économie, de politique ou de société non pas en fonction d'un découpage artificiel de ces catégories mais en lien avec la conjoncture. La Confédération, les tensions nationales et politiques de la fin du XIX^e siècle ou la Première Guerre mondiale font chacune l'objet d'un chapitre entier, ce qui permet de présenter ces questions de manière fouillée.

La troisième partie du livre (1919-1945), pourtant la plus courte, est celle qui manque le plus d'unité. Les deux premiers chapitres traitent chacun d'une décennie, celles des années vingt et trente; le troisième règle la question des relations extérieures du Canada durant les trente ans de la période; et le quatrième aborde l'épisode la Deuxième Guerre mondiale.

La grande majorité des chapitres de la dernière partie, enfin, sont organisés de manière essentiellement chronologique et couvrent de très courtes périodes: 1946-1957, 1957-1972, 1960-1972 et 1973-1984. À part la question des francophones qui fait l'objet du chapitre portant sur les années 1960-1972, toutes les autres sont traitées par bribes, découpées en fonction du passage au gouvernement fédéral des partis libéral et conservateur. Les faits saillants du développement de l'économie canadienne depuis 50 ans, de son américanisation, de l'avènement des politiques sociales, de l'approfondissement des disparités régionales ou des luttes constitutionnelles sont ainsi disséminés dans les chapitres de la dernière partie.

Au total, son organisation plus classique fait d'*Un passé composé* un manuel d'histoire mieux équilibré que ne l'est *Espace et différences* et de consultation plus facile puisqu'il n'est point besoin de chercher en plusieurs endroits les informations sur des questions spécifiques. Mais la qualité de l'ouvrage n'est pas toujours égale. À côté de chapitres bien balancés, notamment sur la Confédération, les conflits scolaires de la fin du XIX^e siècle, la crise économique des années 1930 ou les sociétés francophones des années soixante et soixante-dix, d'autres portant sur la société industrielle au tournant du XX^e siècle, sur les années 1920 — tout bonnement qualifiée «décennie de transition» afin d'unifier tant bien que mal tous les éléments abordés dans ce chapitre — ou sur les relations extérieures du Canada entre 1918 et 1945 sont morcelés et manquent d'unité. Dans ces chapitres plus faibles, on a l'impression que les auteurs transmettent la matière préalablement choisie sans avoir réussi à en dégager un sens.

Signe des temps, le collectif dirigé par Couturier propose lui aussi une lecture de l'histoire du Canada qui en privilégie le caractère hétérogène. Cela se traduit par l'importance accordée entre autres aux luttes des femmes pour l'obtention de l'égalité politique et économique, aux minorités

ethniques ou aux conditions de vie. Ce faisant, les auteurs d'*Un passé composé* ont cherché à intégrer les apports récents de l'histoire sociale. À cette fin, ils ont également émaillé l'ouvrage de sections de nature historiographique. Généralement pertinents, les sujets de ces sections «Points de vue sur...» concernent plusieurs des grands débats soulevés par différentes générations d'historiens (l'âge d'or des Maritimes, Louis Riel et les rébellions métisses, l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération, etc.).

Par contre, l'intégration des acquis de l'histoire sociale dans le corps du texte me semble beaucoup moins réussie. C'est particulièrement le cas des sections traitant des femmes et des travailleurs. Ainsi, chaque passage du livre qui aborde le travail féminin, au XIX^e siècle comme au XX^e, répète plus ou moins les mêmes constats à savoir que les femmes sont victimes de discrimination et qu'elles exercent un faible éventail d'emplois. Sinon, l'histoire de leurs batailles est toujours traitée dans une sous-section particulière de chapitre plutôt qu'intégrée à la trame principale du récit. L'exemple le plus frappant de ce compartimentage de la matière se retrouve au chapitre huit sur la société industrielle au tournant du siècle. Ce chapitre est divisé en deux parties: la première traite de la vie et du travail en ville, la seconde, du mouvement des femmes. Dans la première, une sous-partie aborde les projets de réforme sociale (p. 140-141) en y mentionnant au passage que les femmes sont actives dans certains mouvements. Puis, dans la sous-partie suivante consacrée au mouvement des femmes, c'est-à-dire deux pages plus loin (p. 143-144) on revient sur «les combats réformistes» mais cette fois uniquement féminins! Pourquoi deux parties différentes sur le réformisme? N'y aurait-il pas eu lieu de traiter d'un seul jet des mouvements réformistes: mixtes, masculins ET féminins?

Le traitement des travailleurs souffre des mêmes défauts. Des sections, souvent à part, leur sont réservées et elles sont mal intégrées au reste de la matière. Voilà en somme un bel exemple d'une histoire de type courtpointe, respirant la rectitude politique. À preuve, ce passage (p. 138) où, de surcroît, l'ouvrage mentionne que les syndicats du tournant du siècle sont sectaires car ils ne cherchent pas à intégrer les «minorités visibles» (sic)! S'agissant des femmes et des travailleurs, force est de constater que l'utilisation des apports de l'histoire sociale consiste plutôt à intégrer à tout prix les «opprimés» dans l'histoire. On en parle peut-être pour ne pas se faire reprocher de ne pas le faire mais, malheureusement, les passages où il en est question sont plaqués.

La critique est sévère à dessein car, ce qui est ainsi posé, c'est la question suivante: faut-il qu'une synthèse pour être vraiment d'histoire «nationale» essaie de rendre compte de tout dans son récit? Il n'est pas question

ici d'affirmer qu'une synthèse ne devrait pas traiter des femmes ou des travailleurs mais bien de souligner la nécessité de faire des **choix** dans la rédaction d'un manuel d'histoire «nationale» de manière à en proposer une interprétation, à en dégager une vision qui guide les lecteurs dans leur apprentissage du passé qu'il s'agisse de celui du Canada, du Québec ou d'ailleurs.

Certes, les auteurs de l'une et l'autre des synthèses recensées ici ont fait un certain nombre de choix en organisant la trame de leur récit, opté pour un découpage spécifique de la matière et privilégié une approche originale. Mais leur narration n'a pas été construite en fonction d'une problématique explicite. Chaque collectif expose bien, en introduction, les choix méthodologiques et de contenu les ayant guidés dans la rédaction de leur ouvrage respectif et souligne deux fois plutôt qu'une le caractère complexe de l'histoire et de la société canadiennes, exposant ainsi leur souci de prendre en compte tous les groupes sociaux et non pas les seuls dirigeants politiques, tel que le faisaient généralement les historiens des générations précédentes. Mais la définition de paramètres ne saurait faire l'économie de l'élaboration d'une problématique, c'est-à-dire de la formulation d'un problème ou d'un ensemble de problèmes en fonction duquel organiser les éléments qui seront retenus.

Travailler à partir d'une problématique suppose donc de faire des choix: de privilégier des éléments d'information au détriment d'autres, plutôt que d'essayer de tout inclure, ce qui de toute façon est impossible. C'est pourquoi, on ne saurait demander aux auteurs d'**ajouter** des éléments d'information dans leurs synthèses pour parvenir à rendre compte, par exemple, d'un aspect désormais central de l'histoire du Canada: en l'occurrence «le problème» autochtone, abordé superficiellement dans *Espaces et différences* et quasiment absent d'un *Passé composé*. Plutôt, on leur suggèrera, tout comme le fait, dans un excellent article historiographique, Jean-Paul Bernard: «de considérer (l')histoire nationale... non pas comme un récit multidimensionnel de tout ce qui a été et de tout ce qui s'est passé, mais de manière plus précise comme celle de la 'cristallisation de l'identité nationale'³». N'est-ce pas un cadre propice pour écrire mais aussi enseigner une histoire «nationale»?

3. Et de poursuivre: «Un bon pas serait fait si, comme on sait bien que tout ce qui se passe dans la ville n'est pas urbain, on voulait bien admettre que tout ce qui se passe sur le territoire national n'est pas national.» Jean-Paul Bernard, «L'historiographie canadienne récente (1964-1994) et l'histoire des peuples», *The Canadian Historical Review*, 76,3 (septembre 1995): 352.